



## Clubs & Think-tanks

### Femmes débat et société

(FDS), "l'association des femmes de droite qui s'engagent dans le débat public", lance **Femmes passerelles d'Europe**, en partenariat avec la **Fondation Robert Schuman**. Il s'agit d'un projet de communication destiné à sensibiliser les femmes aux questions européennes. Au menu : un sondage réalisé par l'institut **CSA** sur les attentes des femmes envers l'UE, des actions de communication jusqu'à fin septembre et l'organisation, le 2 juillet, d'une conférence à **Sciences Po**, sous l'égide de la présidence française de l'UE. Le projet est en fait financé par la **Commission européenne**, dans le cadre de son "plan D". Présidée par **Florence Richard**, avocate et ex-conseillère de **Jean-Pierre Raffarin** et **Nicole Ameline**, FDS compte de nombreuses *businesswomen* dans ses rangs, ainsi que **Valérie Pécresse** et **Isabelle Debré**.

**L'ifrap** (Institut français des administrations publiques) se réjouit - finalement ! - des projets du gouvernement, et met en avant sa contribution à leur élaboration. Le très libéral think-tank se félicite que la commission **Larcher** ait retenu la proposition, avancée lors de son audition, de ne plus réserver les postes de directeur d'hôpital aux seuls diplômés de l'**École des hautes études en santé publique**, et d'en ouvrir l'accès aux managers du privé. De son côté, **Bernard Zimmern**, fondateur de l'ifrap, apprécie de trouver dans le projet de loi de modernisation de l'économie un article créant la "*société de capitaux transparente fiscale*". Et de rappeler le travail d'influence fait en ce sens par ses équipes auprès d'**Hervé Novelli** et des conseillers de **Christine Lagarde**. Le think-tank se pousse du col, certes, mais ces propos montrent aussi que, après des mois de brouille, les cercles libéraux commencent à trouver certains motifs de satisfaction dans l'action de **Nicolas Sarkozy**.

### Terra Nova, Montaigne de gauche

La **Fondation Terra Nova** veut professionnaliser la réflexion à gauche pour nourrir le programme du PS.

La **Fondation Terra Nova** (FTN) sera lancée officiellement la semaine prochaine. La liste de ses fondateurs atteste d'une volonté de conjuguer idées et influence. Autour d'**Olivier Ferrand**, ex-collaborateur de **DSK** et de **Bertrand Delanoë**, figurent ainsi : le banquier d'affaires **Christophe Bejach** (vice-président) ; **Eric Maurin** de l'**École d'économie de Paris** (directeur scientifique) ; **Marc-Olivier Padis**, rédacteur en chef d'*Esprit* ; **Valérie Atlan (Publicis)** ; l'avocate d'affaires **Seybah Dagoma**, adjointe au maire de Paris ; l'ex-préfet **Alain Christnacht**, conseiller de ce dernier ; **Louis Dreyfus**, DG du *Nouvel Obs* ; **Bruno Jeanbart**, directeur des études politiques chez **OpinionWay** ; **François Véron**, président de **New Fund** ; l'éditeur **Thierry Pech (Le Seuil)**, de **La République des idées** ; et **Gérard Obadia**, patron d'**Opérationnelle communication**.

Visant le million d'euros de budget grâce au mécénat d'entreprise, la FTN veut nourrir directement le programme du PS. Bref, il s'agit de créer un pendant de gauche à l'**Institut Montaigne**. Pour parer aux soupçons, la FTN a veillé à représenter tous les courants du PS dans son conseil scientifique, et argue que ses soutiens internationaux (dont les commissaires européens socio-démocrates **Peter Mandelson** et **Joaquin Almunia**) la situent au-delà des querelles intestines...

### Un cercle du droit et des affaires

Le **Cercle des juristes** va constituer un relais de haut vol pour les préoccupations juridiques des entreprises.

Le **Cercle des juristes** (CDJ), lancé le 16 avril lors d'un dîner-débat autour d'**Edouard Balladur**, se veut avant tout un think-tank dont la vocation est de "*remettre le droit au centre du discours public*". Animé par le professeur **Nicolas Molfessis (Paris II-Assas)**, le CDJ compte ainsi parmi ses membres fondateurs les avocats **Jean Veil**, **Olivier Metzner**, **Jean-Michel Darrois** et **Olivier Debouzy** ; les magistrats **Christian de Baecque** (président du tribunal de commerce de Paris), **Gérard Rameix** (secrétaire général de l'**AMF**), **Bernard Stirn** (président de la section du contentieux au Conseil d'Etat) ; ainsi que les professeurs **Guy Carcassonne** et **Olivier Duhamel**.

Mais comme le confesse un de ses membres, le CDJ servira aussi de "*relais d'influence*" permettant aux entreprises de "*faire passer leurs préoccupations*" juridiques. Parmi les fondateurs figurent ainsi **Daniel Bouton**, **Louis Schweitzer**, **Pierre Godé** (conseiller de **Bernard Arnault**), **Jean-François Guillemin** (secrétaire général de **Bouygues**) et **Véronique Morali** (dirigeante de **Fimalac** et du **Medef**). Le CDJ sera d'ailleurs financé par le mécénat : 25 000 € par an pour les sociétés du CAC 40 et 15 000 € pour celles du SBF 80. L'accueil réservé à leurs "préoccupations" devrait être excellent. Membre du **Siècle**, **Nicolas Molfessis**, farouche adversaire de l'inflation législative, est vice-président de l'**Observatoire du principe de précaution** (associé à l'**Institut de l'entreprise**). Et trois figures juridiques du Cercle - **Debouzy**, **Veil** et **Didier Rebut** - ont fait partie de la commission **Coulon** pour la dépenalisation du droit des affaires.

### L'Union pour la Méditerranée

mobilise tous azimuts. Le **Centre d'études et de recherche de l'École militaire** (Cerem) anime ainsi un séminaire, les 17 et 18 avril, sur la sécurisation de l'espace méditerranéen, avec notamment **Alain Le Roy**, l'ambassadeur chargé de l'Union pour la Méditerranée. De son côté, **Futuribles international** organise sa table ronde prospective du 17 mai sur "*les futurs agricoles et alimentaires de la Méditerranée*", avec le chercheur **Bertrand Hervieu**. Toujours soucieuses de ne pas être écartées de l'initiative française, les institutions européennes ne sont pas en reste. La représentation de la **Commission européenne** en France réunira ainsi son **Cercle de réflexion**, le 13 mai, pour un débat sur le thème "Méditerranée : quid novi ?", auquel elle a convié **Jean-Pierre Jouyet** et **Alain Le Roy**. Tandis qu'en une semaine, la **Banque européenne d'investissement** et le **Forum de l'investissement** ont rappelé, depuis Bruxelles, leur contribution au développement de la *mare nostrum*...

**Etienne Pflimlin** inaugurerait, le 11 avril au **Medef**, le nouveau cycle de conférence du **Mouvement européen-France** visant à donner la parole à des chefs d'entreprise sur l'Europe. Le président du **Crédit mutuel** n'a pas vraiment fait dans l'optimisme forcené. Il a dénoncé par avance les illusions de la vague régulatrice qui s'avance suite à la crise des *subprimes*. Cette crise, dont on ne connaîtra la profondeur que fin 2009, masque selon lui le vrai problème de la redistribution des cartes de la puissance financière au profit des pays émergents. D'où la "*folie*", à ses yeux, de l'ouverture des frontières de l'Europe aux produits chinois et la nécessité d'un partenariat resserré UE-USA. Même s'il déplore une prochaine mainmise intégrale de **Visa** et **Mastercard** sur le marché européen des paiements par carte.